

Mécanisation agricole : Une solution face à une main-d'œuvre de plus en plus rare

le 21.09.15 | 10h00



Si les politiques agricoles conduites ces dernières années ont permis une croissance de la production (13,8% dans le cadre de la politique de Renouveau agricole et rural (2009–2012), selon la FAO), cette dernière ne couvre encore que 60% à 70% des besoins nationaux et l'Algérie dépend encore des importations pour ses besoins vitaux (céréales, lait).

Mais si la raréfaction de la main-d'œuvre pèse sur les exploitants, certains experts estiment que la mécanisation du secteur peut combler cette défection. «Elle peut constituer une solution, surtout quant on sait que les jeunes qui sont employés dans les exploitations ne sont souvent pas rentables», soutient Laâla Boukhalfa, expert agricole et ancien cadre du secteur. Pendant la récolte, par exemple, «jusqu'à 30% de la production est laissée sur les champs», selon lui. La mécanisation pourrait donc régler ces lacunes, si seulement elle était accessible. «Or, les nouveaux équipements agricoles ne sont pas à la portée de tout le monde», déplore-t-il.

La croissance de la production ces dernières années a coïncidé avec le boom du marché du machinisme agricole qui profite quasi exclusivement aux importateurs avec une intégration locale qui commence à montrer le bout du nez. Certaines entreprises dans ce domaine affichent même des taux de croissance de ventes exceptionnelles. «Depuis 2011, nous enregistrons une augmentation des ventes proche des 100% par an», révèle Aboubakr Essedik Bendella, représentant de l'entreprise Famag, spécialisée dans le machinisme agricole depuis 1996, implantée à Sidi Bel Abbès.

La politique étatique de soutien au secteur semble avoir favorisé cette tendance. «Les crédits ont permis aux agriculteurs d'investir», souligne-t-il encore. Sur les quelque 4000 tracteurs commercialisés en 2013, près de 3300 l'ont été par Famag. L'entreprise veut développer à terme, l'intégration locale. Pour le segment des tracteurs, son taux d'intégration est passé de 14% en 2013 à 18,5% en 2014 et devrait atteindre les 36% cette année et 20% pour les moissonneuses-batteuses.

Mais pour les opérateurs de ce secteur, il est clair que le bon filon est celui de l'importation et d'ailleurs le nombre d'importateurs a évolué au rythme de la croissance des ventes. «Depuis 5 ans, nous avons augmenté nos ventes de près de 60%, mais au même moment, il y a eu au moins 30 nouveaux importateurs qui sont venus sur le marché rien qu'à Alger», fait remarquer Mouloud Aït Abdelmalek, ingénieur en électrotechnique, au sein d'Agromec, fournisseur de matériels et pièces de rechange agricoles. Aujourd'hui, «on peut dire que 95% des besoins du marché viennent de l'importation, le reste est couvert par la production locale».

L'effacement des dettes des agriculteurs et les crédits bancaires sont à l'origine de cette tendance. Même les projets Ansej et Angem réalisés dans le secteur y contribuent. Selon Mouloud Aït Abdelmalek, près de 20% des clients de l'entreprise sont issus de ces programmes. Ces aides restent insuffisantes, à en croire certains experts. Laâla Boukhalfa pense qu'il faut «mettre en place des coopératives qui seront chargées d'acquérir les équipements et de les louer aux agriculteurs».

C'est le cas de l'OAIC, qui participe à la mécanisation des travaux agricoles grâce à la création, en 2010, d'une quarantaine d'unités de prestation de service équipées de moissonneuses-batteuses, de semoirs et de tracteurs. Beaucoup reste à faire cependant. Selon l'Onudi (Programme des Nations unies pour le développement industriel), la mécanisation agricole en Algérie couvre 68% des

exploitations contre 80% en Tunisie.

Safia Berkouk

© El Watan